

Le Rojava et les Kurdes ne doivent pas être les éternel-les sacrifié-e-s de l'Histoire

Résumé

Les Écologistes se réjouissent avec la population syrienne, martyre depuis des décennies et encore plus depuis la révolte 2011, de la chute de Bachar el Assad. Si l'Histoire nous ferait douter de la modération affichée par le groupe islamiste (auxquels croient nombre de spécialistes), la Syrie n'est pas à l'abri d'interventions étrangères, du gouvernement d'extrême droite israélien et de celui de R. Erdogan contre les Kurdes.

Exposé des motifs

Histoire du Kurdistan : de trahisons en trahisons

Le protectorat français instauré par mandat international (SDN) après la 1ère guerre et la chute de l'empire ottoman, sur l'ancienne province ottomane de Syrie, balaya militairement, en 1920, une constitution défendant droits humains et libertés publiques adoptée dès 1918.

Et le Kurdistan, malgré la promesse d'un état indépendant, fut divisé et réparti entre 4 pays.

En 1960, Affez el Assad prend le pouvoir et continua à persécuter des Kurdes et arabiser leurs territoires.

En 2011, le peuple se révolte contre la dictature dans le cadre des dits "printemps arabes", amplifiée par des problèmes écologiques (sécheresse, monoculture, gestion agricole autoritaire et inadaptée) : 500 000 victimes, des millions de déplacé-e-s (en Turquie et au Liban), des prisonniers torturés, une répression monstrueuse d'un gouvernement soutenu par l'Iran et la Russie, laissant le pays exsangue.

Le Rojava, un symbole

En 2012, Création de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES)

Profitant du retrait de l'armée syrienne, les Kurdes établissent *un modèle politique démocratique et pluraliste*.

Le Rojava est peuplé de 2 millions de Kurdes, au Nord et à l'Est de la Syrie, le long de la frontière de la Turquie. A son gouvernement participent Kurdes, Arabes, Assyriens et d'autres minorités.

Leur projet, partiellement mis en place malgré l'état de guerre, tend vers l'égalité entre les habitant-e-s, le féminisme, dont la parité de droits et de rôles politiques, la démocratie et l'écologie. Nombre de livres et films en ont témoigné.

La lutte contre Daesh avec les alliés

2014-2019 Les Kurdes syriens sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les Etats-Unis et la coalition européenne, ils ont été le fer de lance contre l'organisation État islamique. S'il fut vaincu, c'est en grande partie grâce à eux. Ainsi ont-ils libéré Kobané (2015) - Raqqa, ancienne capitale autoproclamée du califat (2017), etc.

Aujourd'hui encore, ils administrent les camps d'Al-Hol et de Roj, où sont détenues environs 50 000 familles de l'EI et plus de 8 000 combattants, dont de nombreux Européen

Des attaques turques permanentes contre les zones frontalières kurdes

Pour le gouvernement turc, il faut combattre les Kurdes à l'intérieur et à l'extérieur. D'une part, en Turquie, où ils sont 17 millions, car ils s'opposent à sa politique, autoritaire, répressive, intégriste et extractiviste. En Syrie, car le Rojava est un exemple pour les Kurdes turcs, pouvant leur servir de base arrière. Et pour conquérir des terrains stratégiques, riches en ressources et en pétrole dont manque la Turquie en crise.

En 2018, l'Armée nationale syrienne (ANS) avec le soutien aérien et logistique de la Turquie attaque Afrin. Elle procède à une purification ethnique et au déplacement forcé des populations kurdes. Des rapports documentent des crimes de guerre, des violences sexistes, des enlèvements et des pillages.

En 2022-2024 une Guerre de l'eau est menée par le gouvernement turc réduit le débit de l'Euphrate vers les zones administrées par l'AANES, exacerbant les crises humanitaires.

Rôle stratégique de l'ANS en 2024 : l'ANS est toujours la force principale des opérations terrestres menées contre les Kurdes. Elle administre les zones prises par la Turquie, et y commettent exactions et remplacement démographique. L'ANS coopère, avec l'accord tacite du gouvernement turc, avec des groupes islamistes radicaux, consolidant ainsi son influence régionale.

Départ de la coalition mais maintien partiel

Malgré le départ de la majorité de ses troupes, des unités états uniennes demeuraient en Syrie, dans la région des puits de pétrole du Kurdistan. Ainsi, une médiation américaine a permis de conclure une trêve à Manbij, zones contrôlées par les FDS, principalement ou partiellement peuplée de kurdes, attaquée par l'ANS, où les *combats ont fait 218 morts*.

Il est impensable d'abandonner et de trahir de nouveau les kurdes sans lesquelles Daesh n'aurait pu être vaincu et dont le Rojava est un symbole rare de démocratie.

MOTION

Le Conseil fédéral extraordinaire réuni le 18 décembre 2024 :

Demande :

- **Que notre gouvernement œuvre avec la société syrienne y compris avec ceux qui occupent aujourd'hui le pouvoir d'état, pour réunir les conditions d'une paix démocratique, pluri ethnique, inclusive et respectueuse des droits humains en Syrie**
- **Qu'une partie de l'aide annoncée par l'Union européenne soit confiée à des ONG de confiance, pour qu'elle parvienne aux kurdes. ce qui ne sera pas le cas si elle transite par la Turquie**
- **Qu'une Traçabilité de ses aides soient assurées, afin de garantir que cette aide aboutisse également aux Kurdes Notamment s'il devait être victime des frappes de la Turquie. De même pour une part des 4 millions d'euros et du total des 163 millions d'euros de l'année 2025 consacrés à la Syrie. par l'UE.**
- **Que comme l'Allemagne, la France et l'UE condamnent les ingérences israéliennes et turques, les deux ne pouvant être dissociées;**
- **Qu'elles exigent le retrait des troupes turques de la Syrie.**
- **Que les organisations Kurdes représentatives soient intégrées à toutes les négociations nationales ou internationales sur l'avenir de la Syrie comme les discussions ayant lieu actuellement à Amman (Jordanie), impliquant la Turquie, l'Iran et certains pays européens.**

- **Que les revendications kurdes n'y soient pas marginalisées, laissant la Turquie chercher à consolider sa "zone tampon" de 30 km le long de la frontière.**
- **Que l'environnement et les ressources soient défendus contre destruction et accaparement par le gouvernement turc.**
- **Que s'organise autant que possible en France et en Europe, surtout Londres et Berlin et en Syrie, le soutien à la société civile syrienne, en particulier aux Kurdes,**
- **Qu'une délégation écologiste soit présente pour les 10 ans de la victoire de Kobane qui rappelle l'attachement des écologistes aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.**

Unanimité pour